



SÉANCE RÉGULIÈRE DU 2 DÉCEMBRE 2013 TABLE DES MATIÈRES

1. OUVERTURE.....	819
2. ORDRE DU JOUR	819
2.1 2013 12 256 Lecture et adoption de l'ordre du jour de la séance ordinaire du 2 décembre 2013.....	820
3. PROCÈS-VERBAUX (LA LECTURE SERA FAITE À LA DEMANDE D'UN MEMBRE DU CONSEIL SEULEMENT).....	821
3.1 2013 12 257 Lecture, si demandée, et adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 11 novembre 2013.	821
4. SUIVI DES AFFAIRES DÉCOULANT DU POINT 3	821
4.1 Questions et suivi, s'il y a lieu, relativement au procès-verbal de la dernière séance ordinaire.....	821
5. VISITE ET PÉRIODE DE QUESTIONS.....	821
5.1 Présences et période de questions.....	821
6. RAPPORTS	821
6.1 Rapport du maire	821
6.2 Rapport des comités.....	822
6.3 Rapport du directeur général.....	822
7. ADMINISTRATION	822
7.1 2013 12 258 Bourse-Reconnaissance aux finissants du secondaire	822
7.2 2013 12 259 Avis de motion règlement 348-2014 Code d'éthique et de déontologie des élus.....	822
7.3 2013 12 260 Calendrier des assemblées régulières 2014	822
7.4 2013 12 261 Le Survol – tarifs publicitaires pour 2014	823
8. URBANISME.....	823
8.1 2013 12 262 Adoption du règlement 325-2013 modifiant le règlement sur les permis et certificats numéro 213-1	823
9. VOIRIE MUNICIPALE	824
9.1 Rapport des travaux faits par l'inspecteur municipal au mois de novembre 2013 ..	824
9.2 2013 12 263 Renouvellement des traverses de motoneiges et de passage sur le terrain de la municipalité.....	824
10. ENVIRONNEMENT ET HYGIÈNE DU MILIEU	825

10.1	2013 12 264 Désignation d'un responsable pour l'application du règlement régissant les matières relatives à l'écoulement des eaux des cours d'eau sur le territoire de la MRC de Coaticook.....	825
10.2	2013 12 265 Politique relative à la gestion des cours d'eau sous juridiction de la municipalité régionale de comté (MRC) de Coaticook	825
11.	SÉCURITÉ.....	837
11.1	2013 12 266 Adoption du plan de sécurité civile « révisé ».....	837
12.	LOISIRS ET CULTURE.....	838
12.1	Aucune information.	838
13.	CORRESPONDANCE	838
13.1	2013 12 267 Adoption de la correspondance	838
14.	TRÉSORERIE	838
14.1	2013 12 268 Adoption des comptes à payer au 2 décembre 2013.....	838
14.2	Conciliation bancaire au 31 octobre 2013	838
14.3	Liste des comptes à recevoir au 30 novembre 2013.....	838
14.4	Délégation au 30 novembre 2013	838
14.5	Liste des déboursés au 30 novembre 2013.....	838
14.6	2013 12 269 Les services de transport offerts par Acti-Bus de la Région de Coaticook Inc.....	839
14.7	2013 12 270 Avis de motion concernant le règlement de taxation 2014	840
15.	DIVERS.....	840
16.	VARIA ET PÉRIODE DE QUESTIONS.....	840
17.	2013 12 271 LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE.....	840

Province de Québec

Municipalité du Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil municipal du Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton, tenue à l'hôtel de ville, 1439 chemin Favreau, le 2 décembre 2013, à 20 h 00, présidée par le maire, monsieur Bernard Marion, et à laquelle assistaient les conseillers.

Madame Émilie Groleau

Monsieur Yvon Desrosiers

Monsieur Jacques Ménard

Monsieur Ronald Bergeron

Madame Nicole Pinsonneault

Monsieur Gary Caldwell

Et le directeur général, monsieur Réjean Fauteux.

Il est ordonné par résolution du conseil comme suit :

1. **Ouverture**
2. **Ordre du jour**

2.1 2013 12 256 Lecture et adoption de l'ordre du jour de la séance ordinaire du 2 décembre 2013.

- 1. Ouverture**
 - 1.1 Prière
 - 1.2 Mot de bienvenue du maire
 - 1.3 Présence des membres du conseil
- 2. Ordre du jour**
 - 2.1 Lecture et adoption de l'ordre du jour de la séance ordinaire du 11 novembre 2013.
- 3. Procès-verbaux (la lecture sera faite à la demande d'un membre du conseil seulement)**
 - 3.1 Lecture, si demandée, et adoption des procès-verbaux de la séance ordinaire du 11 novembre 2013.
- 4. Suivi des affaires découlant du point 3**
 - 4.1 Questions et dépôt du suivi, s'il y a lieu, relativement au procès-verbal de la dernière séance ordinaire
- 5. Visite et période de questions**
 - 5.1 Présences et période de questions
- 6. Rapports**
 - 6.1 Rapport du maire
 - 6.2 Rapport des comités
 - 6.3 Rapport du directeur général
- 7. Administration**
 - 7.1 Bourse-reconnaissance aux finissants de secondaire 2013
 - 7.2 Avis de motion règlement 348-2014 – Code d'éthique et de déontologie des élus – Annulé faute de procédure
 - 7.3 Calendrier des séances régulières 2014
 - 7.4 Le Survol – Tarifs publicitaires 2014
- 8. Urbanisme**
 - 8.1 Adoption du règlement 325-2013 permis et certificat
- 9. Voirie**
 - 9.1 Rapport des travaux fait par l'inspecteur municipal au mois de novembre 2013
 - 9.2 Renouvellement des traverses de motoneiges
- 10. Environnement et hygiène du milieu**
 - 10.1 Désignation d'un responsable pour l'application du règlement régissant les matières relatives à l'écoulement des eaux des cours d'eau sur le territoire de la MRC de Coaticook
 - 10.2 Adoption de la politique relative à la gestion des cours d'eau sous juridiction de la municipalité régionale de comté (MRC de Coaticook)
- 11. Sécurité**
 - 11.1 Adoption du plan de sécurité civile « révisé »
- 12. Loisirs et Culture**
 - 12.1 Aucune information
- 13. Correspondance**
 - 13.1 Dépôt de la correspondance reçue en novembre 2013
- 14. Trésorerie**
 - 14.1 Adoption des comptes à payer au 2 décembre 2013
 - 14.2 Conciliation bancaire au 31 octobre 2013

QUE la municipalité renouvelle les droits de passage situés sur le chemin Tremblay, trois (3) sur le chemin de la Rivière, un (1) sur le chemin Masson, un (1) (1) sur le chemin Bessette, (1) chemin Scalabrini et (1) sur le chemin Lessard.

QUE la municipalité demande au Club de motoneiges les Blancs Sommets Inc de faire respecter la circulation vis-à-vis les propriétaires privés dans le village et dans les sentiers traversant le territoire et aux endroits propices indiqués le droit sensible du droit de passage.

VOTE : POUR : 6 CONTRE : 0 ADOPTÉE

10. Environnement et hygiène du milieu

10.1 2013 12 264 Désignation d'un responsable pour l'application du règlement régissant les matières relatives à l'écoulement des eaux des cours d'eau sur le territoire de la MRC de Coaticook

CONSIDÉRANT la signature par les représentants désignés de la municipalité du Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton de l'entente avec la MRC de Coaticook, ayant pour objet de confier aux municipalités locales diverses responsabilités à l'égard des cours d'eau situés sur leur territoire et de prévoir les modalités de son application ;

CONSIDÉRANT l'adoption du règlement municipal numéro 333-2013, Régissant les matières relatives à l'écoulement des eaux des cours d'eau sur le territoire de la Municipalité du Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton le 3 septembre 2013 ;

CONSIDÉRANT qu'à la suite de l'adoption du règlement numéro 333-2013, il y a lieu de confirmer la nomination du représentant de la municipalité du Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton ;

IL EST PROPOSÉ par monsieur le conseiller Ronald Bergeron ;

APPUYÉ par monsieur le conseiller Yvon Desrosiers ;

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers présents ;

QUE la personne désignée par la municipalité aux fins de l'article 105 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1) dans le cadre de l'application du règlement numéro 333-2013 soit l'inspecteur en bâtiment et environnement;

QUE la présente désignation remplace toute désignation antérieure au même effet.

VOTE : POUR : 6 CONTRE : 0 ADOPTÉE

10.2 2013 12 265 Politique relative à la gestion des cours d'eau sous juridiction de la municipalité régionale de comté (MRC) de Coaticook

IL EST PROPOSÉ par monsieur le conseiller Yvon Desrosiers ;

APPUYÉ par monsieur le conseiller Jacques Ménard ;

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers présents ;

D'adopter la politique relative à la gestion des cours d'eau sous juridiction de la municipalité régionale de comté (MRC) de Coaticook :

1. OBJECTIF

La présente Politique a pour objectif de définir le cadre d'intervention quant aux obligations et responsabilités qui incombent à la MRC de Coaticook à l'égard des cours d'eau situés sur son territoire et sous sa juridiction exclusive, en vertu des articles 103 à 108 de la *Loi sur les compétences municipales* (L.R.Q., c. C-47.1, ci-après citée [L.C.M.]). La compétence de la MRC à l'égard des lacs prévue à l'article 110 L.C.M. est cependant exclue.

Elle s'applique également, le cas échéant et compte tenu des adaptations nécessaires, à un cours d'eau sous la compétence commune de plusieurs MRC dont la gestion lui a été confiée par entente municipale entre MRC en vertu de l'article 109 L.C.M. ou par une décision d'un bureau des délégués, cette décision pouvant même être antérieure au 1^{er} janvier 2006 et demeurant applicable tant qu'elle n'est pas modifiée en vertu de la L.C.M./

2. CHAMP D'APPLICATION

La présente politique s'applique, en principe, à l'ensemble du territoire de la MRC de Coaticook.

Elle peut également s'appliquer aux terres du domaine de l'État, sous réserve que certaines interventions sur ces terres sont régies en tout ou en partie par des lois particulières et leur réglementation, comme :

- la *Loi sur les terres du domaine de l'État* (L.R.Q., c. T-8.1) ;
- la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune* (L.R.Q., c. C-61.1) ;
- le *Règlement sur les habitats fauniques* (R.R.Q., c. C-61.1, r. 0.1.5) ;
- la *Loi sur les forêts* (L.R.Q., c. F-4.1) ;
- la *Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier* (L.R.Q, c. A-18.1) ;
- le *Règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine de l'État* (R.R.Q., c. F-4-1, r.1.001.1) ;
- la *Loi sur les parcs* (L.R.Q., c. P-9) ;
- la *Loi sur la voirie* (L.R.Q., c. V-9).

Compte tenu de l'objectif recherché par la présente politique, elle peut servir également de guide lors d'une intervention qui doit avoir lieu à l'égard d'un cours d'eau situé sur un immeuble propriété du gouvernement fédéral.

En conséquence, il y a lieu d'adopter la présente politique sous l'intitulé : «POLITIQUE RELATIVE À LA GESTION DES COURS D'EAU SOUS LA JURIDICTION DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ (MRC) DE COATICOOK - VERSION RÉVISÉE». Elle remplace et abroge à toutes fins que de droit la politique adoptée en 2008.

3. DÉFINITIONS

Aux fins de l'application de la présente politique, on entend par :

Acte réglementaire

Tout acte (résolution, règlement, procès-verbal ou acte d'accord) adopté ou homologué par une municipalité locale, une corporation de comté, une municipalité régionale de comté ou un bureau de délégués à l'égard d'un cours d'eau et ayant pour objet de prévoir des normes d'aménagement et d'entretien à son égard, les normes de dimensionnement pouvant être utilisées comme valeur de référence même si cet acte est abrogé.

Cours d'eau

Tous les cours d'eau à débit régulier ou intermittent, y compris ceux qui ont été créés ou modifiés par une intervention humaine, à l'exception :

- 1° des cours d'eau ou portion de cours d'eau qui relèvent de la seule juridiction du Gouvernement du Québec et qui sont déterminés par le décret numéro 1292-2005 en date du 20 décembre 2005 (2005, G.O.2, 7381 A);
- 2° d'un fossé de voie publique;
- 3° d'un fossé mitoyen au sens de l'article 1002 du Code civil du Québec qui se lit comme suit :
«Tout propriétaire peut clore son terrain à ses frais, l'entourer de murs, de fossés, de haies ou de toute autre clôture.

Il peut également obliger son voisin à faire sur la ligne séparative, pour moitié ou à frais communs, un ouvrage de clôture servant à séparer leurs fonds et qui tienne compte de la situation et de l'usage des lieux.»

- 4° d'un fossé de drainage qui satisfait aux exigences suivantes :
- a) utilisé aux seules fins de drainage et d'irrigation;
 - b) qui n'existe qu'en raison d'une intervention humaine;
 - c) dont la superficie du bassin versant est inférieure à 100 hectares¹.

La portion d'un cours d'eau qui sert de fossé est aussi sous la compétence de la MRC

Embâcle

Une obstruction d'un cours d'eau causée par une cause quelconque, dont l'accumulation de glace ou de neige.

MAPAQ

Le ministère de l'Agriculture, des pêcheries et de l'alimentation du Québec.

MDDEFP

Le ministère du Développement durable, de l'environnement, de la faune et des parcs du Québec.

MRN

Le ministère des Ressources naturelles du Québec.

4. EXERCICE DE LA COMPÉTENCE

La MRC de Coaticook exerce sa compétence sur les cours d'eau de son territoire, et sous réserve d'une entente entre MRC en vertu de l'article 109 L.C.M. ou d'une décision du bureau des délégués, sur un cours d'eau qui relie ou sépare le territoire de plus d'une MRC.

La seule obligation désormais imposée par la loi à la MRC à l'égard de ces cours d'eau est celle prévue à l'article 105 L.C.M.:

« 105. Toute municipalité régionale doit réaliser les travaux requis pour rétablir l'écoulement normal des eaux d'un cours d'eau lorsqu'elle est informée de la présence d'une obstruction qui menace la sécurité des personnes ou des biens.

Tout employé désigné à cette fin par la municipalité régionale de comté peut, sans délai, retirer d'un cours d'eau les obstructions qui empêchent ou gênent l'écoulement normal des eaux, sans préjudice aux droits de la municipalité de recouvrer, de toute personne qui les a causées, les frais relatifs à leur enlèvement.»

La MRC de Coaticook a toutefois compétence pour régir toute matière relative à l'écoulement des eaux d'un cours d'eau de son territoire, incluant les travaux d'enlèvement de toute matière qui n'y est pas conforme, tel que prévu par l'article 104 L.C.M.:

« 104. Toute municipalité régionale de comté peut adopter des règlements pour régir toute matière relative à l'écoulement des eaux d'un cours d'eau, y compris les traverses, les obstructions et les nuisances.

¹ En vertu des articles 35 et 36 L.C.M., les fossés de drainage qui répondent à ces exigences, avec un écart de 10%, relèvent exclusivement de la compétence de la personne désignée par la municipalité locale pour tenter de régler les mécontentes en relation avec ces fossés.

Si une personne n'effectue pas les travaux qui lui sont imposés par une disposition d'un règlement adopté en vertu du premier alinéa, la municipalité régionale de comté peut les effectuer aux frais de cette personne. »

La MRC de Coaticook peut également réaliser d'autres travaux relatifs aux cours d'eau en vertu de l'article 106 L.C.M. :

«106. Toute municipalité régionale de comté peut réaliser des travaux permettant la création, l'aménagement ou l'entretien d'un cours d'eau. Ces travaux peuvent être exécutés dans le lit, sur les rives et les terrains en bordure de celles-ci. »

La MRC de Coaticook peut exercer elle-même l'ensemble de la compétence qui lui est dévolue en vertu de la loi, mais cette hypothèse implique qu'elle se dote des ressources humaines et matérielles nécessaires à cette fin.

Elle peut aussi se prévaloir de l'alternative prévue à l'article 108 L.C.M. pour conclure une entente avec ses municipalités locales relatives aux matières qui y sont prévues.

«108. Toute municipalité régionale de comté peut, par entente avec une municipalité locale de son territoire conclue conformément aux dispositions de la section XXV du chapitre II du titre XIV du Code municipal du Québec (L.R.Q., c. C-27.1), lui confier l'application des règlements, le recouvrement des créances et la gestion des travaux prévus à la présente sous-section.

L'article 107 s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à toute municipalité locale et aux employés ou représentants de cette dernière à qui est confiée une fonction en vertu du premier alinéa. »

Compte tenu du fait que les municipalités locales ont exercé les fonctions relatives à la surveillance des cours d'eau par l'intermédiaire de leur inspecteur municipal ou d'un autre employé municipal désigné à cette fin jusqu'au 1^{er} janvier 2006, date d'entrée en vigueur de la *Loi sur les compétences municipales*, la MRC de Coaticook exerce le choix de se prévaloir de cette dernière option.

Ainsi, la mise en œuvre de la présente politique implique la signature de l'entente prévue par l'article 108 L.C.M. entre la MRC de Coaticook et les municipalités locales, notamment quant à la fourniture des services d'une ou des ressources locales pour agir comme personne(s) désignée (s) au sens de l'article 105 L.C.M., ainsi que de la main-d'œuvre, des équipements et du matériel requis pour la surveillance et l'exécution des travaux ci-après mentionnés.

Lorsqu'elle décide de réaliser des travaux de création, d'aménagement, d'entretien ou de fermeture d'un cours d'eau en vertu de l'article 106 L.C.M., la MRC de Coaticook peut également convenir par une entente particulière avec une municipalité locale que cette dernière assume la gestion de ces travaux selon les modalités intervenues entre les parties.

En application de la présente politique et sous réserve de ce qui est prévu à l'entente intervenue entre les parties, les rôles et responsabilités des personnes désignées au niveau régional et local sont définis à la section suivante.

5. OFFICIERS RESPONSABLES DE LA GESTION DES COURS D'EAU

Les principaux fonctionnaires impliqués dans la gestion des cours d'eau sont l'inspecteur régional des cours d'eau nommé par la MRC de Coaticook et la ou les personne(s) désignée(s) au niveau local en vertu d'une entente conclue entre la MRC de Coaticook et la municipalité locale en vertu de l'article 108 L.C.M.

5.1 INSPECTEUR RÉGIONAL DES COURS D'EAU DE LA MRC

L'inspecteur régional des cours d'eau est un fonctionnaire de la MRC de Coaticook, dont le traitement est assumé à même le budget d'administration générale de la MRC de Coaticook ou selon tout autre critère de répartition prévu par la MRC.

On entend par inspecteur régional des cours d'eau de la MRC également toutes personnes désignées au sein de l'administration régionale et affectée à une fonction décrite ci-dessous.

Sous l'autorité de la direction générale de la MRC de Coaticook, il planifie, organise, dirige et contrôle la gestion de l'ensemble des cours d'eau sous la compétence de la MRC. Il peut également agir comme personne désignée au niveau régional par la MRC en vertu de l'article 105 L.C.M., au même titre et avec les mêmes pouvoirs et obligations que la (les) personne(s) désignée(s) au niveau local.

Ses principales fonctions sont de:

- veiller à faire appliquer la présente politique en vertu de l'ensemble des lois et règlements applicables aux cours d'eau de la MRC ;
- sur demande, rendre compte au conseil de la MRC de toutes les interventions requises par l'exercice de ses fonctions ;
- fournir à la personne désignée au niveau local tous les documents, renseignements et informations requis dans l'exercice de ses fonctions ;
- assister la personne désignée au niveau local dans toute recommandation d'intervention ;
- recevoir les recommandations de la personne désignée au niveau local et de la municipalité locale à l'égard des interventions demandées ;
- recevoir et valider les demandes de création, d'aménagement, d'entretien ou de fermeture d'un cours d'eau ;
- présenter les rapports requis au conseil de la MRC et aux municipalités locales ;
- fournir un soutien informatif aux citoyens en matière de cours d'eau ;
- tenir un registre des demandes d'intervention dans les cours d'eau ;
- tenir et maintenir un inventaire des cours d'eau de la MRC ;
- recueillir les informations nécessaires à la conception des documents techniques, si requis ;
- lorsque requis par le conseil de la MRC, faire préparer par un ingénieur les plans et devis nécessaires aux travaux de création, d'aménagement ou si nécessaire, d'entretien d'un cours d'eau ;
- assurer la planification budgétaire des travaux ;
- demander auprès des autorités gouvernementales les certificats d'autorisation et signifier les avis préalables requis en vertu des lois et règlements applicables;
- élaborer des règlements et résolutions requises pour l'exécution de travaux dans un cours d'eau ;
- émettre les constats d'infraction à la réglementation régionale ;
- le cas échéant, assurer le suivi de toute mesure requise pour le rétablissement de l'écoulement normal des eaux d'un cours d'eau dans l'exercice de sa fonction de personne désignée par la MRC en vertu de l'article 105 L.C.M. ;
- le cas échéant, assurer le suivi de toute mesure requise pour le rétablissement de l'écoulement normal des eaux d'un cours d'eau dans l'exercice de sa fonction de personne désignée par la MRC en vertu de l'article 105 L.C.M. ;
- assurer la délivrance des permis et certificats en rive et en littoral prévu dans les règlements d'urbanisme des municipalités locales, mais uniquement ceux visant la réalisation des travaux suivants :

Pour la rive

- Les ouvrages et travaux de stabilisation végétale ou mécanique tels les pierres, les gabions ou finalement les murs de soutènement, en accordant la priorité à la technique la plus susceptible de faciliter l'implantation éventuelle de végétation naturelle lorsque la pente, la nature du sol et les conditions de terrain ne permettent pas de rétablir la couverture végétale et le caractère naturel de la rive;
- Les ouvrages et travaux visant l'aménagement de traverses de cours d'eau relatif aux passages à gué, aux ponceaux et ponts, ainsi que les chemins y donnant accès ;
- Les ouvrages et travaux visant l'implantation ou la réalisation d'exutoires de réseaux de drainage souterrain ou de surface et les stations de pompage ;
- Les ouvrages et travaux suivants relatifs à la végétation :
 - les activités d'aménagement forestier dont la réalisation est assujettie à la *Loi sur les forêts* à la *Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier* et à ses règlements d'application ;
 - la coupe d'assainissement;
 - la récolte d'arbres de 40 % des tiges de 10 centimètres et plus de diamètre, à la condition de préserver un couvert forestier d'au moins 60 % dans les boisés privés utilisés à des fins d'exploitation forestière ou agricole ;
 - la coupe nécessaire à l'implantation d'une construction ou d'un ouvrage autorisé ;
 - la coupe nécessaire à l'aménagement d'une ouverture de 5 mètres de largeur donnant accès au plan d'eau, lorsque la pente de la rive est inférieure à 30 % ;
 - l'élagage et l'émondage nécessaire à l'aménagement d'une fenêtre de 5 mètres de largeur, lorsque la pente de la rive est supérieure à 30 %, ainsi qu'à l'aménagement d'un sentier ou d'un escalier qui donne accès au plan d'eau ;
 - aux fins de rétablir un couvert végétal permanent et durable, les semis et la plantation d'espèces végétales, d'arbres ou d'arbustes et les travaux nécessaires à ces fins ;
 - les divers modes de récolte de la végétation herbacée lorsque la pente de la rive est inférieure à 30 % et uniquement sur le haut du talus lorsque la pente est supérieure à 30 %.

Pour le littoral

- L'aménagement de traverses de cours d'eau relatif aux passages à gué, aux ponceaux et aux ponts ;
- assurer la délivrance des certificats pour les travaux d'entretien et d'aménagement des cours d'eau ;
- assurer la gestion des travaux de cours d'eau subventionnés par le Fonds de cours d'eau de la MRC ainsi que les travaux de cours d'eau dans les cours d'eau réglementés ;
- assurer l'application de la réglementation de la MRC de Coaticook régissant les matières relatives à l'écoulement des eaux des cours d'eau adoptée en vertu de l'article 104 L.C.M à l'exception de l'article 8 du règlement visant l'obligation de nettoyage des cours d'eau;

Aux fins de l'exercice de ses fonctions, l'inspecteur régional des cours d'eau peut requérir les services de professionnels externes s'il est autorisé par la MRC de Coaticook, en suivant les procédures applicables pour l'adjudication de ces contrats, le cas échéant.

5.2 PERSONNE DÉSIGNÉE AU NIVEAU LOCAL

La personne désignée au niveau local est un fonctionnaire payé par la municipalité locale qui le désigne pour appliquer, sur son territoire, les fonctions qui lui sont confiées en vertu de l'entente intervenue entre la MRC de Coaticook et cette municipalité locale et par la présente politique. Cette désignation est faite par résolution.

Les obligations et responsabilités de la personne désignée au niveau local en regard de la gestion des cours d'eau sont :

A. L'application de l'article 8 du règlement sur l'écoulement des eaux, concernant le nettoyage et l'enlèvement des obstructions et nuisances

Dès qu'elle est informée ou qu'elle constate la présence d'une obstruction dans un cours d'eau qui menace la sécurité des personnes ou des biens, la personne désignée au niveau local doit retirer sans délai, ou faire retirer sous sa supervision, cette obstruction de manière à rétablir l'écoulement normal des eaux en se conformant à la procédure prévue à la section 6.1 de la présente politique.

Dans un but de prévention, les obstructions doivent également être enlevées dès que leur présence est constatée dans un cours d'eau.

De façon non limitative ni exhaustive, aux termes des présentes, est considéré(e) comme une nuisance ou obstruction :

- la présence d'un pont, d'un ponceau ou d'une autre traverse dont le dimensionnement insuffisant crée un obstacle ou gêne l'écoulement normal des eaux ;
- la présence de sédimentation ou de toute autre matière sur le littoral suite à l'affaissement du talus d'une rive non stabilisée ou stabilisée inadéquatement, ou par l'exécution de travaux non conformes au présent règlement ou à tout règlement d'une autorité compétente applicable à ce cours d'eau ;
- l'accès aux animaux de ferme à un cours d'eau sauf sans le cas d'un passage à gué ;
- le fait pour une personne de pousser, déposer ou jeter de la neige dans un cours d'eau dans le cadre d'une opération de déneigement ou à toute autre fin non autorisée;
- le fait pour une personne de laisser ou de déposer des déchets, des immondices, des pièces de ferraille, des branches ou des troncs d'arbres, des carcasses d'animaux morts, ainsi que la présence de tout autre objet ou matière qui nuit ou est susceptible de nuire à l'écoulement des eaux d'un cours d'eau ;
- le démantèlement d'un embâcle ;
- le démantèlement d'un barrage de castors ;

Si la personne qui a causé cette obstruction est connue, la municipalité locale peut recouvrer d'elle les frais relatifs à leur enlèvement du cours d'eau, selon les prescriptions de l'article 96 L.C.M. :

«96. Toute somme due à la municipalité à la suite de son intervention en vertu de la présente loi est assimilée à une taxe foncière si la créance est reliée à un immeuble et si le débiteur est le propriétaire de cet immeuble. Autrement, la créance est assimilée à une taxe non foncière.»

Le plus tôt possible après l'exécution d'une intervention faite en vertu de la présente section, une déclaration des travaux est transmise à la MRC de Coaticook par la personne désignée au niveau local en complétant le formulaire «*Déclaration de conformité de travaux de nettoyage ou d'enlèvement d'obstructions dans un cours d'eau*», joint en Annexe F de la politique.

B. Le recouvrement des créances

La personne désignée au niveau local est responsable du recouvrement des créances exigibles de toute personne en défaut d'exécuter des travaux qui lui sont ordonnés par la réglementation ou par la personne désignée en vertu de l'article 105 L.C.M.

C. La réception préliminaire et la validation des demandes de création, d'aménagement, d'entretien ou de fermeture d'un cours d'eau

La personne désignée au niveau local doit procéder à une inspection conjointe avec l'inspecteur régional de cours d'eau et faire rapport quant aux travaux de création, d'aménagement, d'entretien ou de fermeture qui sont demandés par une personne, incluant la municipalité locale, en relation avec un cours d'eau. La personne doit avoir payé, le cas échéant, le tarif exigé par la MRC pour l'étude de sa demande de travaux qui sera édicté par résolution du conseil.

L'exercice de cette fonction implique la réception par la personne désignée au niveau local des demandes de travaux de cette nature en complétant le formulaire «*Demande formelle d'intervention dans un cours d'eau*» joint à l'Annexe B de la politique. Elle doit aussi fournir les autres rapports requis selon les directives de la MRC, si nécessaire.

La personne désignée au niveau local complète conjointement avec l'inspecteur régional de cours d'eau le formulaire «Analyse d'une demande formelle d'intervention dans un cours d'eau» joint à l'Annexe C de la politique selon les directives de la MRC et produit sa recommandation à l'égard de cette demande. Voir les Annexes D et E de la politique pour le cheminement complet d'une demande d'intervention.

Si elle juge que les documents ou renseignements nécessaires à l'analyse de la demande ne sont pas suffisants, la personne désignée au niveau local le mentionne dans son rapport à l'inspecteur régional de cours d'eau.

D. La gestion des fossés et l'application des dispositions relatives aux rives, littoral et plaines inondables

La personne désignée au niveau local est responsable de toute problématique liée au fossé selon les procédures internes des municipalités. De plus, elle est responsable de l'application des normes en vigueur contenues au règlement d'urbanisme de la municipalité pour toute disposition concernant les rives, littoraux et plaines inondables à l'exception des dispositions dont l'application est prévue d'être fait par l'inspecteur régional des cours d'eau tels qu'identifié ci-haut.

6. **EXÉCUTION DES TRAVAUX DANS UN COURS D'EAU**

Aux fins de l'application de la présente politique et en tenant compte des diverses autorisations gouvernementales requises pour leur exécution, la MRC de Coaticook considère trois (3) types de travaux dans un cours d'eau, qui sont de compétences du niveau local ou régional selon le cas, soient :

6.1 LES TRAVAUX DE NETTOYAGE ET D'ENLÈVEMENT DES OBSTRUCTIONS ET NUISANCES – APPLICATION AU NIVEAU LOCAL

- 6.1.1 Les obstructions et nuisances causées par une personne ;
- 6.1.2 Les embâcles ;
- 6.1.3 Les barrages de castors ;

Le cheminement d'un dossier relatif à des travaux de nettoyage et d'enlèvement des obstructions et nuisances est décrit au document intitulé «*Travaux de nettoyage ou d'enlèvement d'obstruction dans un cours d'eau – Cheminement d'une demande d'intervention*» joint à l'Annexe A1 de la présente politique.

6.1.1 Les obstructions et nuisances causées par une personne

Les travaux de nettoyage et d'enlèvement des obstructions et nuisances causées par une personne dans un cours d'eau sont des travaux qui ne requièrent généralement pas de travaux de déblai dans le littoral.

Ces travaux peuvent être sous la responsabilité de chaque propriétaire riverain, tel que prévu par la réglementation applicable. Au cas de défaut d'une personne d'exécuter les travaux qui lui sont ainsi imposés, la personne désignée au niveau local peut poser tous les actes qui sont prévus au deuxième alinéa des articles 104 et 105 L.C.M.

L'exécution de ces travaux est obligatoire lorsque l'obstruction menace la sécurité des personnes ou des biens.

Tous les travaux de nettoyage et d'enlèvement des obstructions et nuisances d'un cours d'eau qui sont exécutés par une personne suite à une demande de la personne désignée au niveau local nécessitent une «*Déclaration de présence d'obstacle dans un cours d'eau*» (Annexe A2) ainsi que «*Déclaration de conformité des travaux de nettoyage, d'entretien ou d'aménagement dans un cours d'eau*» (Annexe E). La déclaration dûment complétée est transmise à l'inspecteur régional des cours d'eau de la MRC de Coaticook dès que possible après chaque intervention.

6.1.2 Les embâcles

Dès qu'elle est informée de la présence d'un embâcle qui menace la sécurité des personnes ou des biens, la personne désignée au niveau local doit, **sans délai**, aviser l'inspecteur régional des cours d'eau de la MRC de Coaticook et l'autorité responsable de la sécurité civile de la nature des travaux qui seront exécutés pour démanteler cet embâcle, compte tenu qu'une telle intervention est susceptible de provoquer un effet négatif en aval du cours d'eau.

À moins d'un avis contraire de l'autorité responsable de la sécurité civile compte tenu qu'une telle intervention est susceptible de provoquer un effet négatif en aval du cours d'eau, la personne désignée au niveau local procède ou fait procéder aux travaux requis pour rétablir l'écoulement normal des eaux, aux frais de la municipalité locale, dont une partie peut cependant être remboursée par le gouvernement.

Toutefois, le démantèlement d'un embâcle n'est plus sous la responsabilité de la personne désignée au niveau local, dès que la situation devient un sinistre mineur ou majeur au sens de la *Loi sur la sécurité civile* (L.R.Q. c. S-2.3), auquel cas la prise en charge de toute intervention dans le cours d'eau devient sous la seule responsabilité de la municipalité locale à titre d'autorité responsable de la sécurité civile sur son territoire.

Cette loi définit, à son article 2, le «*sinistre majeur*» comme «*un évènement dû à un phénomène naturel, une défaillance technologique ou un accident découlant ou non de l'intervention humaine, qui cause de graves préjudices aux personnes ou d'importants dommages aux biens et exige de la collectivité affectée des mesures inhabituelles, notamment une inondation, une secousse sismique, un mouvement de sol, une explosion, une émission toxique ou une pandémie*» et le «*sinistre mineur*» comme «*un évènement exceptionnel de même nature qu'un sinistre majeur, mais qui ne porte atteinte qu'à la sécurité d'une ou de quelques personnes*».

Tous les travaux de démantèlement d'un embâcle qui sont exécutés par une intervention de la personne désignée au niveau local nécessitent une «*Déclaration de présence d'obstacle dans un cours d'eau* » (Annexe A2) ainsi qu'une «*Déclaration de travaux suite à un embâcle* » (Annexe A3). Les déclarations dûment complétées sont transmises à l'inspecteur régional des cours d'eau de la MRC de Coaticook dès que possible après chaque intervention et comprend un rapport détaillé qui fait état des démarches qu'elle a effectuées en relation avec cette intervention jusqu'à, le cas échéant, sa prise en charge par l'autorité responsable de la sécurité civile.

6.1.3 Les barrages de castors

La personne désignée au niveau local peut procéder au démantèlement d'un barrage de castors qui constitue une obstruction dans un cours d'eau et doit le faire lorsque ce barrage de castors représente une menace pour la sécurité des personnes ou des biens.

Lorsque l'exécution des travaux de démantèlement nécessite le recours à des ressources externes, les honoraires ou frais reliés à ces ressources sont assumés par la municipalité locale.

La personne désignée au niveau local doit également obtenir au préalable, si nécessaire, les autorisations requises du ministère des Ressources naturelles et de la faune en fournissant tous les documents et renseignements requis à cette fin.

Tous les travaux de démantèlement d'un barrage de castors qui sont exécutés par une intervention de la personne désignée au niveau local nécessitent «*Déclaration de présence d'obstacle dans un cours d'eau*» (Annexe A2) ainsi qu'une «*Déclaration de travaux suite à la présence d'un barrage à castor*» (Annexe A4). Les déclarations dûment complétées sont transmises à l'inspecteur régional des cours d'eau de la MRC de Coaticook dès que possible après chaque intervention.

6.2 LES TRAVAUX D'ENTRETIEN D'UN COURS D'EAU – APPLICATION AU NIVEAU RÉGIONAL

Les travaux d'entretien visent principalement le rétablissement du profil initial d'un cours d'eau qui a déjà fait l'objet d'un aménagement en vertu d'un acte réglementaire, les travaux consistant à l'enlèvement par creusage des sédiments accumulés au fond du cours d'eau pour le remettre dans son profil initial, l'ensemencement des rives, la stabilisation végétale des rives pour utilisation collective (qui rendent des bénéfices à plusieurs propriétaires), la stabilisation des exutoires de drainage souterrain et de surface, ainsi que l'aménagement et la vidange de fosses à sédiments.

Les travaux d'entretien visent ainsi les seuls cours d'eau qui ont déjà fait l'objet d'un acte réglementaire, même si cet acte a été abrogé postérieurement, et c'est notamment à partir de ces documents de référence que la MRC peut régler et déterminer les travaux d'entretien à être exécutés dans ce cours d'eau.

Tous les cours d'eau qui n'ont jamais fait l'objet d'un acte réglementaire ne peuvent pas faire l'objet de travaux d'entretien au sens de la présente section.

La décision d'autoriser des travaux d'entretien relève exclusivement du **pouvoir discrétionnaire** du conseil de la MRC de Coaticook qui est le seul organisme municipal compétent à cette fin à l'égard des cours d'eau sous sa juridiction exclusive. La municipalité locale doit appuyer par une résolution toute demande de travaux d'entretien dans un cours d'eau, cette résolution devant mentionner quelle option serait retenue par cette dernière pour la répartition des coûts si les travaux sont ordonnés par la MRC de Coaticook.

Le cheminement d'un dossier relatif à des travaux d'entretien d'un cours d'eau est décrit au document intitulé «*Cheminement d'intervention de travaux d'entretien d'un cours d'eau*» joint à l'Annexe D de la présente politique.

6.3 LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT D'UN COURS D'EAU – APPLICATION AU NIVEAU RÉGIONAL

Les travaux d'aménagement visent un cours d'eau qui n'a jamais fait l'objet d'un acte réglementaire ou un cours d'eau dont l'intervention projetée ne vise pas le rétablissement de son profil initial selon un acte réglementaire même si cet acte a été abrogé postérieurement.

Les travaux d'aménagement d'un cours d'eau consistent ainsi à :

- élargir, modifier, détourner, construire, créer, réparer ou stabiliser mécaniquement un cours d'eau;
- effectuer toute intervention qui affecte ou modifie la géométrie, le fond ou les talus d'un cours d'eau qui n'a pas fait l'objet d'un acte réglementaire;
- effectuer toute intervention qui consiste à approfondir de nouveau le fond du cours d'eau, à modifier son tracé, à le canaliser, à aménager des seuils (barrages), à effectuer une stabilisation mécanique des talus pour utilité collective (qui rendent des bénéfices à plusieurs propriétaires) ou à y installer tout ouvrage de contrôle du débit.

Sont également visés par la présente section tous les travaux visant à fermer, par remblai, tout ou partie d'un cours d'eau.

La décision d'autoriser des travaux d'aménagement relève exclusivement du **pouvoir discrétionnaire** du conseil de la MRC de Coaticook qui est le seul organisme municipal compétent à cette fin à l'égard des cours d'eau sous sa juridiction.

Tous les travaux d'aménagement d'un cours d'eau doivent être préalablement autorisés par le MDDEFP, en vertu de l'article 22 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (L.R.Q., c. Q-2) et, dans certains cas, en application de la *Loi sur le régime des eaux* (L.R.Q., c. R-13) et même de la *Loi fédérale sur les pêches* (S.R. c. F-14).

Ces travaux peuvent, dans certains cas, nécessiter également une autorisation émise par le MRN, en vertu de la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune* (L.R.Q., c. C-61.1) et du *Règlement sur les habitats fauniques* (R.R.Q., c. C-61,1, r.0.1.5.).

Les travaux visant les cours d'eau décrits à l'Annexe A du *Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement* (R.R.Q., c. Q-2, r.9) sont soumis au respect de la procédure d'étude d'impact prévue à l'article 2 de ce règlement. Le contenu de l'annexe A auquel réfère ce règlement est le suivant :

«Un cours d'eau qui fait partie d'une des catégories suivantes :

- a) *le Fleuve Saint-Laurent et le golfe du Saint-Laurent (y compris notamment la Baie des Chaleurs);*
- b) *une rivière qui est tributaire des cours d'eau visés au paragraphe a (la présente catégorie comprend également ou notamment selon le cas, le lac Saint-Jean, la baie Missisquoi et les tributaires de la baie James, du lac Saint-Pierre, du lac Saint-Louis et du lac Saint-François);*
- c) *une rivière qui est tributaire d'une rivière ou d'une étendue d'eau visée au paragraphe b (la présente catégorie comprend les tributaires de la rivière Saint-Jean (province du Nouveau-Brunswick et État du Maine) et du lac Champlain).»*

Pour réaliser certains travaux d'aménagement d'un cours d'eau, il faut compléter une demande de certificat d'autorisation auprès du MDDEFP et le cas échéant, de toute autre demande applicable aux travaux, en fournissant tous les renseignements, documents et études requis par l'autorité compétente. Cette démarche implique obligatoirement la confection de plans et devis préparés par une personne qui est membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec. Également, il est possible que les services d'une autre personne membre d'un ordre professionnel compétent en d'autres matières (comme par exemple, un arpenteur-géomètre) soient requis pour l'élaboration de la demande de certificat d'autorisation.

La municipalité locale doit appuyer par une résolution toute demande de travaux d'aménagement dans un cours d'eau, cette résolution devant mentionner quelle option serait retenue par cette dernière pour la répartition des coûts si les travaux sont ordonnés par la MRC de Coaticook.

Le cheminement d'un dossier relatif à des travaux d'aménagement d'un cours d'eau est décrit au document «*Cheminement d'intervention de travaux d'aménagement d'un cours d'eau*» joint à l'Annexe E de la présente politique.

7. DEMANDE PARTICULIERE D'UNE MUNICIPALITE LOCALE POUR LA GESTION DE CERTAINS TRAVAUX D'ENTRETIEN OU D'AMENAGEMENT D'UN COURS D'EAU

Une municipalité locale peut demander que la MRC de Coaticook lui confie, en tout ou en partie, la gestion des travaux d'entretien ou d'aménagement que cette dernière a décrété à l'égard d'un cours d'eau situé sur son territoire.

La municipalité locale et la MRC doivent alors conclure une entente spécifique qui peut porter sur la gestion des travaux de nature ponctuelle sur un cours d'eau.

L'entente prévoit les rôles et responsabilités respectives des parties, les modalités d'exécution des travaux ainsi que la répartition de leurs coûts.

Cette autorisation nécessite, selon leur nature, une surveillance des travaux soit par la personne désignée au niveau local ou par une firme d'ingénieurs et une déclaration de conformité des travaux doit être transmise à la MRC sur le formulaire «*Déclaration de conformité de travaux d'aménagement ou d'entretien dans un cours d'eau*», joint à l'Annexe F de la présente politique.

Dans tous les cas, la décision par règlement ou par résolution sur la pertinence et le mode d'exécution des travaux, incluant l'obtention des autorisations gouvernementales nécessaires pour l'exécution de ces travaux, relève de la seule compétence de la MRC de Coaticook.

8. FINANCEMENT DES TRAVAUX

Sauf à l'égard des travaux de nettoyage et d'enlèvement des obstructions et nuisances décrits à la section 6.1 et sous réserve d'une entente formelle avec une municipalité locale à l'égard de la gestion des travaux d'entretien ou d'aménagement dans un cours d'eau en vertu de la section 7, le paiement de tous les coûts reliés aux travaux dans un cours d'eau est effectué par la MRC de Coaticook.

S'il s'agit de travaux sur un cours d'eau situé dans plusieurs municipalités locales, un tableau de répartition des coûts qui démontre les frais attribuables à chacune des municipalités impliquées sur la base du critère de répartition établi par la MRC est fourni à celles-ci, en même temps que la demande de paiement de leur quote-part.

La MRC doit cependant tenir compte, pour les fins de cette répartition, des critères imposés par la jurisprudence récente².

Si la municipalité choisit l'option de répartir le paiement de sa quote-part entre les propriétaires situés en tout ou en partie dans le bassin de drainage du cours d'eau, la responsabilité de faire établir la superficie détaillée de drainage pour fins de taxation aux propriétaires qui bénéficient ou sont susceptibles de bénéficier de ces travaux lui revient et celle-ci doit alors mandater à ses frais le professionnel requis à cette fin.

Le recouvrement des coûts et des frais de la MRC de Coaticook incluant, le cas échéant, les frais de financement temporaire, se fait par l'établissement d'une contribution (quote-part) exigée des municipalités concernées, selon le règlement adopté par la MRC pour l'établissement des quotes-parts des travaux de cours d'eau ou le règlement relatif à des travaux particuliers.

Chaque municipalité locale devrait prévoir à son budget annuel les dépenses reliées aux travaux de nettoyage et d'enlèvement de certaines obstructions dans les cours d'eau de son territoire qui ne sont pas causées par une personne, par exemple, celles causées par la présence d'embâcles ou de barrages de castors.

9. FACTURATION PAR LA MUNICIPALITE LOCALE

La municipalité locale peut décider de payer en tout ou en partie, sa contribution aux coûts de ces travaux à même son fonds général.

Si la municipalité locale souhaite répartir les coûts des travaux d'entretien ou d'aménagement d'un cours d'eau aux propriétaires des immeubles qui reçoivent ou sont susceptibles de recevoir un bénéfice de ces travaux à l'intérieur de son territoire, elle doit obligatoirement

² Notamment, dans la décision *MRC des Jardins-de-Napierville et Municipalité du Canton de Hemmingford c. MRC du Haut-Saint-Laurent*, C.S. Beauharnois, no 760-05-003014-998, 13 juin 2003, j. Mongeon, appel rejeté (500-09-013160-035, 27 janvier 2005) et dans celle de *Municipalité de la Paroisse de Sainte-Justine-de-Newton et la Municipalité de la Paroisse de Saint-Télesphore c. MRC de Vaudreuil-Soulanges*, C.S. 760-17-000689-045, 10 janvier 2006, j. Prévost.

